

Le Front national accroît la pression sur l'UMP

M^{me} Le Pen dénonce la politique migratoire tandis que le parti présidentiel organise une convention sur les religions

Le Front national repart à l'assaut des électeurs UMP. Alors que plusieurs sondages créditent Marine Le Pen de 17% à 20% des intentions de vote pour la présidentielle de 2012, le parti d'extrême droite a décidé de remettre ses « fondamentaux » au premier plan, dont l'immigration.

Les proches de la présidente du FN sont persuadés que l'actualité les sert, notamment l'arrivée de milliers de Tunisiens, depuis le 13 février, sur les côtes italiennes après la « révolution du jasmin ».

Lors d'une conférence de presse sur la politique migratoire, lundi 21 février, M^{me} Le Pen a ainsi évoqué « les milliers de clandestins (...) qui débarquent sur les côtes italiennes et commencent à s'installer en France ne sont que les éclaireurs d'une nouvelle vague migratoire gigantesque », avant d'attaquer le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux.

Dans ce contexte, la décision prise par Nicolas Sarkozy et l'UMP d'organiser une convention sur la place des religions en France le 5 avril ravit les dirigeants frontistes. « Sarkozy veut reprendre la main, mais c'est trop tard, note Steeve Briois, secrétaire général. Son image droitiste sur la sécurité et l'immigration n'est plus efficace. Elle a décomplexé les électeurs. Eric Ciotti et la Droite populaire [un collectif de députés de l'UMP] ne sont qu'un sas pour ramener les électeurs chez nous. »

Même tonalité chez Bruno Bilde, chef de cabinet de M^{me} Le Pen : « On ne comprend pas la relance de ce débat, ça va nous faire remonter, comme aux régionales de 2010. Les électeurs UMP sont majoritairement d'accord avec nos thématiques. Quand l'UMP se radicalise, ils nous légitiment. » « On a repris la main depuis le débat sur l'identité



Marine Le Pen, au siège du Front national, lundi 21 février, à Nanterre. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/FEDEPHOTO POUR « LE MONDE »

nationale, fin 2009. On impose nos thèmes. Ce qui va se passer, c'est l'inverse de 2007 : c'est nous qui allons siphonner les voix de l'UMP ! », prédit Philippe Olivier, conseiller de M^{me} Le Pen.

Pour Louis Aliot, le vice-président chargé du projet, il faut que le FN « prenne le leadership sur ces questions » de l'islam et de l'immigration. « On va diffuser des tracts, des affiches. On voit que, sur le terrain, les élus locaux UMP font de la surenchère sécuritaire pour nous

gêner. » Selon M. Aliot, une ligne « dure » sur l'immigration ne va pas braquer les électeurs UMP tentés par M^{me} Le Pen : « Ils ne sont pas frieux. Le verrou de la diabolisation a sauté, ils sont séduits par un discours musclé sur l'immigration. »

« Un 21 avril des idées »

De leur côté, l'Elysée et l'UMP martèlent un même message : pas question de lâcher aux « extrêmes » le terrain de l'identité nationale. « On a trop souffert pendant des

années de ne pas vouloir aborder des sujets qui sont des vrais sujets de préoccupation des Français », explique-t-on à l'Elysée, où l'on fait remarquer que, selon les sondages « qualitatifs » réalisés à l'issue de l'émission de Nicolas Sarkozy, le 11 février sur TF1, « Face aux Français », ce sont ses propos sur l'immigration et le multiculturalisme qui ont recueilli la plus forte adhésion.

Occuper le terrain, cela veut dire le partager, mettre celui que l'on désigne comme l'« adversaire » au

centre de l'arène. Une stratégie dangereuse. Certains s'en inquiètent, gardant en mémoire le précédent épisode du « débat national » lancé sur l'identité nationale, fin 2009, et sa piteuse conclusion.

Les motivations étaient les mêmes : éviter que ce thème ne soit « confisqué » par le FN. Déjà, des voix s'étaient élevées dans la majorité pour mettre en garde contre une stratégie à double tranchant. Dont celle de François Baroin, par exemple, qui n'était pas encore

entré au gouvernement et estimait que « le débat sur l'identité nationale ne [pouvait] que servir le FN ». Il est aujourd'hui, à l'UMP, chargé de l'organiser.

Ces réserves sont à présent exprimées par certains ténors de la majorité. Dans une tribune au *Figaro* du 18 février, le ministre de la défense, Alain Juppé, a souligné que ce débat devait être « maîtrisé », sous peine de « dérapage ». De son côté, le président du Nouveau Centre, Hervé Morin, a appelé la majorité à « ne pas aller sur le terrain du FN », disant redouter « un 21 avril des idées ». « A quoi joue-t-on ? », s'interroge, de son côté, l'ancien premier ministre Dominique de Villepin.

Ces critiques énervent les chefs de file de la droite. « Cela n'a rien à voir », balaie l'Elysée, reconnaissant que les événements dans le monde arabe ont constitué « un facteur d'accélération ». « Les images des réfugiés tunisiens à Lampedusa ont fait le tour des journaux télévisés. C'est ça que les gens retiennent. Ne pas comprendre ça, c'est ne pas comprendre les réalités », analyse un conseiller de M. Sarkozy.

« Si on veut maîtriser le sujet, il faut le prendre en main, estime pour sa part Jean-François Copé, le secrétaire général de l'UMP. Les seuls sujets qui dérapent sont ceux qui vous échappent. » Ecartant les soupçons de « double jeu » régulièrement émis à son encontre, il revendique « un axe très solide entre Sarkozy et [lui] ». « C'est une stratégie organisée et maîtrisée au jour le jour. Nous travaillons étroitement entre l'Elysée, le parti et le groupe », affirme M. Copé, qui se flatte d'avoir, le premier, assumé le débat sur la burqa et le « retour aux fondamentaux ». ■

Abel Mestre
et Patrick Roger

Anne Sinclair dénonce le débat sur l'islam

L'épouse de Dominique Strauss-Kahn, Anne Sinclair, éreinte, sur son blog, le lancement du débat sur la place de l'islam en France, voulu par Nicolas Sarkozy. Sous le titre « Jouer avec le feu », l'ancienne journaliste s'interroge, dans un billet posté dimanche soir 20 février : « N'est-ce pas, comme d'habitude, la volonté d'agiter les peurs en espérant dégonfler l'extrême droite et ressouder une droite déboussolée devant les alarmes des Français devant les inégalités inacceptables, le chômage omniprésent, l'école en déroute, la santé en panne, l'Europe tout entière en crise ? » Et de conclure : « Après tout le fracas qui a déjà eu lieu, quel résultat ? Marine Le Pen à 20 % dans les sondages. Belle réussite ! »

Immigration : les chiffres du FN ne sont pas un « secret d'Etat »

CONTRAIREMENT à ce qu'affirme la présidente du Front national, Marine Le Pen, les chiffres sur l'immigration qu'elle a rendus public, lundi 21 février, ne sont pas un « secret d'Etat ». Si le ministère de l'intérieur en a contesté certains dans un communiqué, la plupart sont proches des estimations officielles publiées – et souvent critiquées – dans un rapport annuel au Parlement. Ils confirment des tendances déjà connues.

Titres de séjour Selon M^{me} Le Pen, 198 604 titres de séjour auraient été délivrés en 2010. Soit une augmentation « terrifiante » de 13,2 % par rapport à 2009. Selon le ministère de l'intérieur, l'augmentation ne serait que de 3 %. Ce chiffre confirme une tendance à la hausse connue depuis 2007.

Immigration « familiale » Selon M^{me} Le Pen, elle aurait augmenté de 7,5 % en 2010, avec 81 237 titres délivrés. Pour le ministère de l'intérieur, il y aurait en réalité une baisse de 2 %. Les chiffres sont très en deçà de ceux de 2004, où 94 384 titres avaient été accordés.

Immigration professionnelle La présidente du FN s'est alarmée d'une hausse de 4,8 % en 2010 avec 25 432 titres délivrés. Le gouvernement ne la cache pas : l'immigration « choisie » est le credo de Nicolas Sarkozy. Dans le dernier rapport au Parlement, il était même vanté une hausse de « 54,7 % » de 2007 à 2008...

Demande d'asile M^{me} Le Pen s'est émue d'une hausse de 10 % en 2010. Or, le gouvernement a tou-

jours communiqué sur cet aspect, le jugeant préoccupant au vu de son coût financier.

En 2010, Eric Besson, alors ministre de l'immigration, avait même annoncé « 8,5 % de hausse sur les neuf premiers mois de l'année », et un nombre de demandeurs d'asile proche de celui avancé par le FN (52 408).

Naturalisations La présidente du FN a comparé à la « grande distribution » la hausse des naturalisations, de 7,8 % en 2010, soit 116 640 personnes. Le gouvernement s'est toujours targué de favoriser celles-ci, les considérant comme un instrument « d'intégration ».

Des conditions « d'assimilation à la communauté française » sont en sus demandées. 108 275 person-

nes ont été naturalisées en 2009, presque autant en 2008.

Expulsions M^{me} Le Pen avance qu'elles ont baissé de 4,5 % en 2010. Sur ce point, le gouvernement est moins prompt à évoquer ses difficultés à expulser les étrangers en situation irrégulière – 20 % de ceux interpellés sont réellement éloignés. Un projet de loi très répressif afin d'y remédier est toutefois en navette au Parlement. Les 28 087 reconduites à la frontière avancées par M^{me} Le Pen sont par ailleurs proches des 29 726 officielles de 2008.

Régularisations C'est le seul point sur lequel M^{me} Le Pen écorne un peu le dogme sarkozyste. Le nombre de régularisations de sans-papiers est, en effet, lui, tenu

secret. Mais les « 25 000 » par an qu'elle avance ne sont que l'extrapolation d'une estimation du *Monde*, réalisée en 2009. Sur la base de pratiques connues en préfecture, *Le Monde* avait évalué à 20 000 les régularisations cette année-là.

Chiffres « cachés » M^{me} Le Pen a accusé le gouvernement de cacher le nombre de binationaux, ainsi que la part d'étrangers dans les prisons et dans « les crimes et délits ». Le premier chiffre n'existe pas et les autres sont peu ou prou connus. En prison notamment, selon des chiffres du ministère de la justice cités par l'association Cimade, dans sa revue de janvier, les étrangers représentent environ 18 % de la population carcérale. ■

Elise Vincent